

# LETTRE OUVERTE AU MINISTRE DES ARMÉES

Monsieur le ministre des Armées,

Dans la période troublée que nous traversons et suite aux récentes déclarations du président de la République nous voulons vous faire part de nos plus vives inquiétudes. La menace de l'extension du conflit déclenché par Vladimir Poutine est grande en effet, pourtant l'est-elle davantage qu'il y a trois ans ?

Le désir expansionniste de la Russie ne date pas de février 2022. Déjà en 2014 les membres de l'Union auraient peut-être dû prendre ça comme une menace plutôt que de fermer les yeux.

Ne sommes-nous pas en train de payer aujourd'hui notre dépendance aux Etats-Unis ? Le comportement abject de Donald Trump envers Volodimir Zélensky aura au moins eu le mérite d'en faire prendre conscience aux dirigeants Européens.

Aujourd'hui l'Europe, et en tête de laquelle la France, s'affole. C'est la course aux milliards, chacun y va de sa petite solution et les libéraux de tous bords ont vite fait de comparer le « coût » du social et le budget de la défense.

C'est sûr que si nous devons acheter sur étagère l'armement que nous ne sommes plus en mesure de fabriquer, il va falloir en trouver des milliards.

Pourtant il fût un passé pas si lointain, où, souverain, notre état prospère qui avait su pendant des décennies créer les conditions industrielles de l'approvisionnement en armes nécessaires à sa défense, faisait figure de leader en Europe et jouait même les premiers rôles au niveau mondial.

Aujourd'hui, alors que l'on voit la difficulté de notre industrie à satisfaire les besoins de l'Ukraine, déverser soudainement des milliards d'euros supplémentaires serait une manne pour les actionnaires des groupes d'armement, pas nécessairement français, ni même européens.

Mais attention à ne pas faire rimer économie de guerre avec misère. Les Français se montrent peut-être de prime abord, au travers de sondages réalisés de façon simpliste avec des questions orientées, favorables à l'effort en matière de Défense, ceux nombreux qui tirent déjà sur la corde, ne sont sans doute pas disposés à la faire rompre.

Pour la CGT, la retraite à 64 ans c'est toujours non. Nous ne laisserons pas utiliser et instrumentaliser ce conflit pour en faire un carnage social. Travailler mieux oui, travailler pour le bien commun oui, travailler plus longtemps NON, en temps de paix comme en temps de « guerre » !

Montreuil le 20 mars 2025